

ARRÊTÉ DU MAIRE

Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles
Canton de Domont

Service Technique
VB/ALJ
N° 2023 / 080

OBJET : ARRÊTÉ TEMPORAIRE RÈGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT PENDANT LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT AU RESEAU DES EAUX USEES AU DROIT DU N) 60 RUE GEORGE RIBORDY SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PRIX – DU MERCREDI 17 MAI AU VENDREDI 26 MAI 2023.

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT la demande formulée par l'entreprise CESCHI JP, Chemin rural n°15 la Renardière 95570 Moisselles, afin de réaliser des travaux de raccordement au réseau des eaux usées au droit du n°60 rue Georges Ribordy à Saint-Prix ;

CONSIDERANT que ces travaux peuvent entraîner une modification de la circulation et du stationnement,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Du mercredi 17 mai au vendredi 26 mai 2023, l'entreprise CESCHI JP est autorisée à réaliser des travaux de raccordement au réseau des eaux usées au droit du n°60 rue Georges Ribordy à Saint-Prix.

ARTICLE 2 - Les travaux seront réalisés en journée entre 09h00 et 16h00.

ARTICLE 3 - Pour des raisons de sécurité et en fonction des besoins de l'avancement des interventions, les restrictions suivantes seront imposées au droit du chantier :

- ✓ La circulation de la rue George Ribordy sera maintenue ;
- ✓ La vitesse sera limitée à 30 km/h ou à l'allure du pas ;
- ✓ Le stationnement sera interdit au droit du chantier ;
- ✓ Tout véhicule en infraction pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

ARTICLE 4 - L'entreprise CESCHI JP devra utiliser des véhicules équipés de signalisation ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur. L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant toute la période du chantier.

ARTICLE 5 - L'entreprise CESCHI JP devra s'organiser pour permettre les accès libres à tout instant :

- ✓ Aux services de police et moyens de secours ;
- ✓ Aux riverains d'accéder à leurs propriétés
- ✓ Aux divers passages de véhicules de collectes des déchets
- ✓ Aux transports en communs, sur leurs itinéraires.

ARTICLE 6 - Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

ARTICLE 7 - Les fouilles sous trottoir seront balisées et refermées le soir. Après travaux le trottoir et la chaussée devront être nettoyés et remis en état. Les reprises des différentes natures de revêtement devront être exécutées à l'identique de l'existant

ARTICLE 8 - Après travaux, les rues impactées seront remises en circulation normale. Les travaux de réfections définitives seront à réaliser en accord avec les services techniques de la commune. La chaussée et les trottoirs devront être nettoyés et remis en état. Les pavés et bordures devront être scellés.

ARTICLE 9 - En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

ARTICLE 10 -Le présent arrêté et les panneaux d'information seront affichés en tous points utiles et sous contrôle de la direction des Services Techniques.

ARTICLE 11 -Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 12 -Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise CESCHI JP ;

Une copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Général des services du S.I.A.R.E,
- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Prix,
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude, Les Calèches de Versailles, IDEO Environnement.
- Messieurs les responsables d'exploitation des services de transport Transdev.

Saint-Prix, le 16 mai 2023

Céline VILLECOURT



Le Maire de Saint Prix,
Vice-Présidente du Conseil Départemental

Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le 16.05.2023